



**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 17/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

VENATOR (Ex Huntsman P&A France)

1 Rue des Garennes
BP 89
62100 Calais

Références : [H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\VENATOR FRANCE \(ex HUNTSMAN P&A FRANCE\)_calais_070.00922\2_Inspections\2023_11_14_garanties financieres\](H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G3\VENATOR FRANCE (ex HUNTSMAN P&A FRANCE)_calais_070.00922\2_Inspections\2023_11_14_garanties financieres\)
Code AIOT : 0007000922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement VENATOR (Ex Huntsman P&A France) implanté 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 Calais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR (Ex Huntsman P&A France)
- 1, Rue des Garennes B.P. 89 62100 Calais
- Code AIOT : 0007000922
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société VENATOR France a notifié une cessation totale d'activité par courrier en date du 21/12/2017.

Cette société est tenue à la constitution de garanties financières afin de pouvoir assurer la mise en sécurité du site lors de la cessation d'activité (article 5 de l'arrêté préfectoral du 02/07/2014).

L'objectif de la visite d'inspection est de s'assurer que le site d'exploitation a été mis en sécurité afin de pouvoir lever l'obligation de constitution de garanties financières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité suite à cessation d'activité – garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/04/2019, article 12.1	/	Sans objet
2	limitation d'accès au site et gardiennage	Arrêté Préfectoral du 29/04/2019, article 5	/	Sans objet
3	surveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 10/11/2023, article 8	/	Sans objet
4	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 5.9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a procédé à la mise en sécurité de l'ensemble du site. Les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

L'inspection proposera au préfet d'engager la procédure de levée des garanties financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2019, article 12.1
Thème(s) : Risques chroniques, cessation d'activité
Prescription contrôlée : Les produits, produits déclassés, matières premières, déchets issus des opérations de mise en sécurité, de démantèlement des équipements industriels ou de déconstruction sont éliminés ou valorisés dans des installations adaptées et dûment autorisées. Une comptabilité de l'ensemble des produits et déchets éliminés avec leur destination est adressée trimestriellement à l'inspection de l'environnement.
Constats : L'utilisation d'un minerai faiblement radioactif a conduit à la présence de radioactivité naturelle concentrée sur certains équipements ou tuyauteries. Sa présence était essentiellement détectée sur le tartre présent en surface intérieure des équipements ou tuyauteries. La gestion des déchets à radioactivité naturelle renforcée a conduit à l'intervention de deux sociétés spécialisées en radioprotection. Les déchets et équipements concernés ont été regroupés dans le bâtiment K "stockage magnolites". La première étape consistait à trier et reconditionner ces déchets. Cette opération a eu lieu dans un sas de confinement mis en dépression et dont l'air était renouvelé avec capture de la contamination. Puis, dans l'attente de leur départ, les déchets étaient stockés sur une zone dédiée, à proximité de ce sas. Les déchets à radioactivité naturelle renforcée ont été dirigés vers le Cires de l'ANDRA ou vers l'installation de stockage de déchets dangereux autorisée à recevoir des déchets à radioactivité naturelle renforcée (SUEZ RR IWS MINERALS FRANCE à VILLEPARISIS). Les derniers déchets impactés par la radioactivité naturelle renforcée ont été éliminés les 9 mai, 27 juillet et 25 août 2023. Après retrait de l'ensemble des colis, nettoyage et retrait du sas, une cartographie de déclassément a été réalisée sur l'ensemble du bâtiment en vue de valider le repli du chantier. Les mesures réalisées montrent l'absence de contamination radiologique. Le retrait des tartres (opération de décontamination) et/ou équipements présentant des marquages radioactifs et leur élimination s'est achevé début 2023. Ces opérations auront nécessité plus de trois années de travail conduisant à retarder la démolition des bâtiments de production. Outre la gestion des déchets à radioactivité naturelle renforcée, l'exploitant a notamment procédé : <ul style="list-style-type: none">- à l'évacuation de 2 400 tonnes de sels de filtration et stocks de magnolites ;- au nettoyage de la cuve de fioul et des conduites associées (27 tonnes de fioul et 41 tonnes d'eaux de lavage) ;- à l'élimination de 1 285 tonnes de boues acides neutralisées et des quatre cuves de stockage de 540 m³ ;- au retrait et à l'élimination de 4 cuves enterrées de solvant ;- au nettoyage et à l'inspection de 10 kilomètres de réseau enterrés ;- à l'élimination de 10 800 tonnes de matériaux stockés en zone Est dite zone non développée. L'exploitant a transmis chaque trimestre une comptabilité des produits et déchets éliminés avec leur destination. La dernière transmission date du 12/10/2023.

L'exploitant est en cours de constitution d'un document auto-porteur reprenant notamment les rapports de fin de travaux des entreprises étant intervenues, le récapitulatif des déchets évacués... Plus de 65 000 tonnes de déchets dangereux et non dangereux auront ainsi été évacués depuis la notification de la cessation d'activité.

Lors de la visite d'inspection il a été constaté la démolition de l'ensemble des bâtiments de production et de stockage à l'exception :

- des bassins de stockage des eaux de pluie avant rejet en mer;
- le bâtiment de stockage "Magasin pigment" ;
- le bâtiment "Laboratoire" ;
- le bâtiment "Magasin général / Vestiaires" ;
- le bâtiment "Direction" ;
- le bâtiment "Restaurant" ;
- un poste électrique appartenant à EDF ;
- le bâtiment de stockage "Magnolites "K" ;
- deux postes de garde ;
- un poste électrique appartenant à EDF.

L'ensemble des bâtiments a été visité.

Les bâtiments Magasin général/Vestiaires et Laboratoire ne sont plus alimentés en électricité. L'ensemble des bâtiments n'est plus alimenté en gaz.

Le bâtiment "Magasin général / vestiaires" et le bâtiment « laboratoire » présentent des tuyauteries situées en hauteur, parfois calorifugées et coupées à la sortie du bâtiment ou cheminant en façade. L'exploitant a confirmé l'absence de présence d'amiante dans les calorifugeages et indiqué que ces tuyauteries n'avaient pas contenu de matières dangereuses ou susceptibles de polluer les sols. Ainsi les tuyauteries métalliques ont servi à transporter de l'eau brute et de l'eau pour la boucle de chauffage. Les tuyauteries en PVC étaient utilisés pour transporter des échantillons dans des pots hermétiques par un réseau d'air et de vide.

Des archives restent encore aujourd'hui en cours de tri. L'exploitant indique que ces documents seront retirés au plus tard fin 2023.

Du mobilier de restauration en inox, des chaises et tables sont également présents dans l'ancien bâtiment de restauration.

Il n'a pas été observé de déchets, équipements ou tuyauteries industriels sur le site.

Les risques d'incendie et d'explosion sont écartés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : limitation d'accès au site et gardiennage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2019, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, cessation d'activité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>...</p> <p>Le site doit être entièrement clôturé par une clôture de hauteur de 2 mètres, maintenue en bon état.</p> <p>Un gardiennage du site est assuré 24 heures sur 24 jusqu'à la réalisation de la totalité des dispositions du présent arrêté.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est entièrement clôt. Cette clôture a été vérifiée par sondage notamment au niveau des espaces verts situés au sud-ouest du site. Il n'a pas été constaté d'ouverture dans la clôture. Un chemin de ronde est visible le long de la clôture.</p> <p>Le site est gardienné. Des rondes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur sont régulièrement réalisées de jour comme de nuit. Le site est entièrement couvert par un réseau de caméra.</p> <p>L'exploitant précise que ce gardiennage sera maintenu par la société VENATOR jusqu'à la vente du terrain à la Région, cette dernière devant prendre le relais.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que le changement de propriétaire ne modifie en rien les obligations s'attachant à l'exploitant, c'est à dire à la société VENATOR FRANCE. Le site reste une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p> <p>L'arrêté préfectoral complémentaire du 29/04/2019 continue à s'appliquer jusqu'à la remise en état du site pour un usage industriel. Cette remise en état sera actée par un courrier du préfet. L'arrêté du 29/04/2019 prévoit notamment le gardiennage du site, un contrôle obligatoire des accès et une clôture maintenue en bon état.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : surveillance eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2023, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 17 – surveillance des eaux souterraines - de l'arrêté du 13 juillet 2005 et l'article 24-2 - surveillance des eaux souterraines – de l'arrêté du 9 avril 1998 sont abrogés.</p> <p>En lieu et place de la surveillance des eaux souterraines prévue par les deux arrêtés préfectoraux susvisés, l'exploitant met en place la surveillance des eaux souterraines de la première nappe rencontrée (nappe des sables du Flandrien) proposée dans le plan de gestion référencé R 6599 ERM du 13/07/2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance des eaux souterraine est en place. Deux campagnes ont lieu chaque année.</p> <p>Le rapport final pour l'année 2022 a été transmis à l'inspection le 24/01/2023.</p> <p>En 2023, la première campagne s'est déroulée du 17 au 21 avril et intégrée dans le plan de gestion.</p> <p>La deuxième campagne a eu lieu le 06/11/2023. Un rapport sera transmis à l'inspection en fin d'année.</p>

Trois piézomètres ont été regardés par sondage. **Le numéro d'identification d'un des piézomètres s'est effacé. Il est rappelé l'obligation de repérer les piézomètres et maintenir cette identification en bon état.**

Certains ouvrages utilisés dans le cadre des investigations environnementales ne seront pas utilisés dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines. Les ouvrages abandonnés devront être comblés dans les règles de l'art (Norme NFX 10-999 d'août 2014). L'exploitant transmettra le rapport de fin de travaux à l'inspection.

A noter que lors de la visite du site il a été constaté la présence d'une eau blanchâtre dans un fossé situé à proximité de l'ancien emplacement de la société Enersol. L'exploitant va procéder à une mesure de la qualité de l'eau de ce fossé afin d'en comprendre l'origine (bon de commande transmis). **Il tiendra l'inspection informée.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 5.9

Thème(s) : Risques chroniques, cessation d'activité

Prescription contrôlée :

L'obligation de cessation d'activité est levée à la cessation d'activité des installations visées à l'article 5.1 **et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.** Les conditions de levée de l'obligation de garanties financières font l'objet d'un constat écrit de l'inspection des installations classées dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R512-39-1 à R512-39-3. L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

Constats :

L'objectif de ces garanties financières est notamment d'exécuter la mise en sécurité conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement. Leur montant est basé sur un calcul forfaitaire défini par l'arrêté ministériel du 31/07/2012. Il prend en compte l'évacuation des produits dangereux et non dangereux dont les déchets susceptibles d'être présents, la clôture du site, une surveillance de la première nappe souterraine rencontrée et un gardiennage assuré pour 6 mois.

Initialement fixé à 402 337 euros, le montant a été révisé le 15/03/2021 pour être porté à 412 035 euros.

Au vu des constats mentionnés ci-dessus, à savoir l'évacuation des produits dangereux et non dangereux, la clôture du site, la surveillance de la nappe des sables du Flandrien et le gardiennage du site, la mise en sécurité du site a été exécutée. Les travaux couverts par les garanties financières ont été réalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet